



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Arrêté préfectoral complémentaire
modifiant l'installation de traitement des déchets de pneumatiques exploitée par la société
ALPHA RECYCLAGE FRANCHE COMTE sur la commune de LARONXE**

N° 2025-0123
AIOT 0006209376

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le Code de l'environnement et notamment ses articles L.181-14, R.181-45, R.181-46 et L.511-1 ;
- Vu** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, prise en application de l'article L.511-2 du Code de l'environnement ;
- Vu** le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret 2024-742 du 6 juillet 2024 portant diverses dispositions d'application de la loi industrie verte et de simplification en matière d'environnement ;
- Vu** l'arrêté du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2015-0115 du 04 février 2016 autorisant les activités de la société ALPHA RECYCLAGE FRANCHE COMTE à Laronxe ;
- Vu** la demande de la société ALPHA RECYCLAGE FRANCHE COMTE en date 19 mai 2025, complétée le 28 mai 2025, portant à la connaissance du Préfet de Meurthe-et-Moselle un projet de modification de l'installation qu'elle exploite à Laronxe ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est, référencé 2025_525 en date du 30 juin 2025 ;
- Vu** le projet d'arrêté préfectoral porté le 1^{er} juillet 2025 à la connaissance de l'exploitant par voie dématérialisée ;
- Vu** l'observation formulée par l'exploitant en date du 1^{er} juillet 2025 ;

Considérant que les modifications apportées par la société ALPHA RECYCLAGE FRANCHE COMTE aux conditions d'exploitation de son installation implantée à Laronxe, ne sont pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, et ne sont pas substantielles au sens de l'article R.181-46 du Code de l'environnement ;

Considérant que les nouvelles conditions d'exploitation de l'installation de la société ALPHA RECYCLAGE FRANCHE COMTE implantée à Laronxe, assorties des prescriptions fixées dans le présent arrêté, sont de nature à prévenir et à limiter les dangers et inconvénients générés par l'installation, pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Considérant que le dispositif de garanties financières est abrogé par la loi industrie verte susvisée et son décret d'application susvisé ;

Considérant que certaines dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2015-0115 du 04 février 2016 doivent être modifiées ;

Considérant qu'il n'est pas nécessaire de recueillir l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) comme le permet l'article R. 181-45 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle

ARRÊTE

Article 1 : Champ et portée du présent arrêté

Les dispositions de l'arrêté préfectoral n°2015-0115 du 04/02/2016 autorisant la société ALPHA RECYCLAGE FRANCHE COMTE (ARFC) à exploiter une installation de traitement des déchets de pneumatiques sur le territoire de la commune de Laronxe (54950) sont modifiées par les prescriptions du présent arrêté.

Article 2 : Nature des installations exploitées

L'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n°2015-0115 du 04/02/2016, constituant la nature des installations exploitées au sein de l'entrepôt est remplacé par l'article suivant :

« Le tableau suivant présente les activités et installations de l'établissement autorisé par le présent arrêté :

Rubrique	Libellé de la rubrique ICPE / IOTA (activité)	Nature des installations et volume d'activité	Régime (1)
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux, la quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 t/j	Quantité journalière de pneumatiques usagés traités : 76 t/j dont 66 t/j en vue du broyage	A
2714-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m ³	Volume maximal de pneumatiques et broyats stocké : 6 000 m ³ à travers 3 alvéoles de 500 m ² sur une hauteur de 4 m.	E

(1) : A (autorisation), E (Enregistrement). »

Article 3 - Consistance des installations

L'article 1.2.3 de l'arrêté préfectoral n°2015-0115 du 04/02/2016, ayant pour objet la configuration des installations est remplacé par le suivant :

« L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé selon le plan ci-dessous :

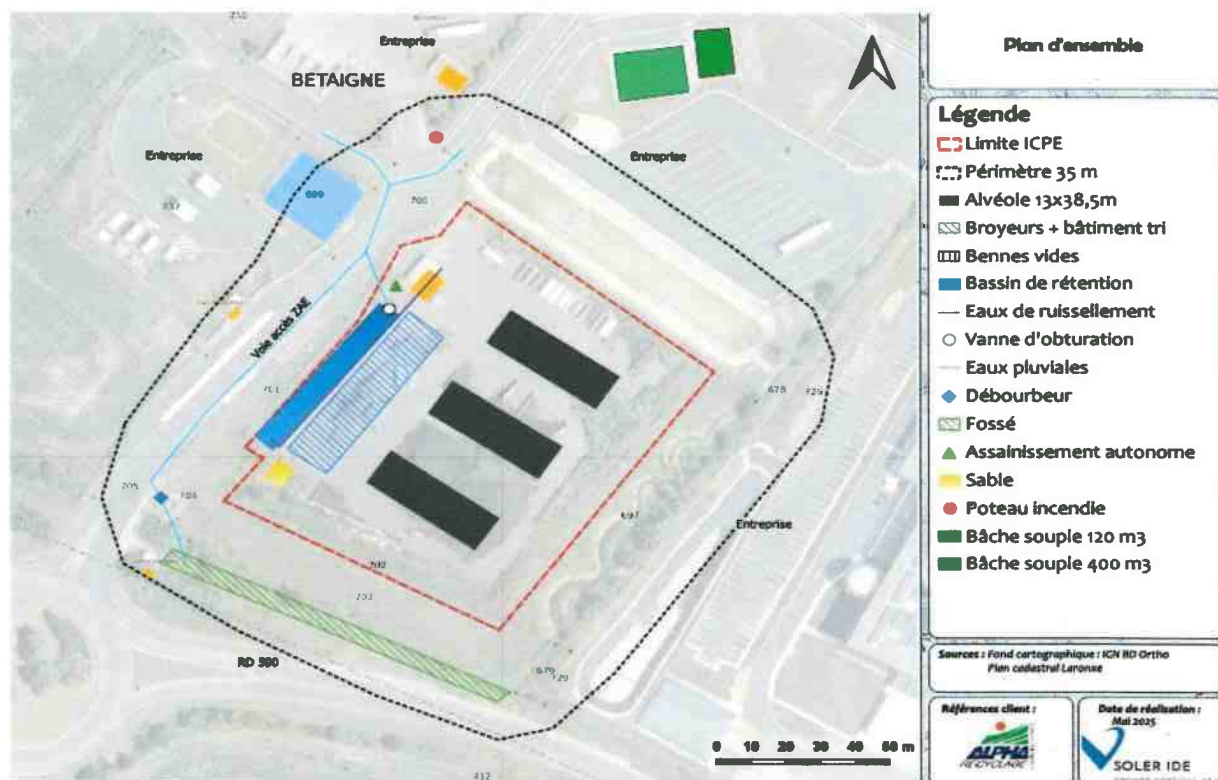
La plate-forme de broyage couvre une surface de 10 000 m² dont 8 000 m² destinés à l'exploitation.

Le site est équipé de :

- deux broyeurs de pneumatiques, l'un pour des broyats de type « small » et l'autre pour des broyats de type « large ». Les deux broyeurs seront exploités en parallèle : le broyeur de type small fonctionnera 8 heures par jour, tandis que le broyeur de type « large » sera mobilisé à hauteur de 2 heures par jour ;
- un stockage en 3 alvéoles de 500 m² sur une hauteur de 4 m. Ces alvéoles seront :
 - espacées de 15 mètres entre elles ;
 - positionnées à 18 m des limites de propriété Nord et Sud et à 12 m de la limite Est ;
 - éloignées de 10 m des deux broyeurs à l'Ouest du site ;
- un bâtiment, d'une surface de 32 m², visant à accueillir les opérations de tri des pneumatiques.

Les étapes sont les suivantes :

- collecte des déchets sur prise de rendez-vous avec les producteurs ou les détenteurs ayant signé une convention ou un contrat avec ARFC. A l'issue de chaque collecte, un bon de collecte est remis au producteur (ou détenteur) des pneumatiques usagés (la société ARFC dispose d'un récépissé de déclaration de transport en cours de validité pour cette activité) ;
- admission, contrôle et enregistrement des pneumatiques usagés par un contrôle obligatoire à l'entrée du site (pesée et enregistrement de toute information permettant l'identification du lot entrant) ;
- déchargement et tri sur une plate-forme imperméabilisée prévue à cet effet (stockage des pneus destinés à la revente dans des bennes en attendant leur transport, valorisation matière ou énergétique pour les autres) ;
- broyage des PNU au niveau de l'unité de broyage.
- stockage des broyats au niveau de la zone dédiée qui accueille 3 alvéoles permettant le stockage sur site d'une quantité maximale de 6 000 m³ de broyats et résidus
- expédition des produits par voie routière.



La valorisation des PNU et des broyats se fait via différentes filières (utilisation en génie civil, valorisation thermique, revente de pneus d'occasion, remblaiement pour les PNU non broyables, thermolyse des broyats), dans des installations dûment autorisées à cet effet. »

Article 4 : Réglementation applicable

Le tableau de l'article 1.6.1 de l'arrêté préfectoral n° 2015-0115 du 04/02/2016, constituant la liste (non exhaustive) de la réglementation applicable à l'établissement est remplacé par le suivant :

Dates	Textes
23/01/97	Arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
04/10/2010	Arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, section III (foudre)
02/02/1998	Arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
18/08/2015	Décret n° 2015-1003 du 18 août 2015 de gestion des déchets de pneumatiques
06/06/2018	Arrêté du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
22/12/2023	Arrêté du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Article 5 : Origine des approvisionnements en eau

L'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral n°2015-0115 du 04/02/2016, prescrivant les besoins en eau potable de l'installation, est remplacé par l'article suivant :

« Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours sont limités aux quantités suivantes pour les usages liés aux besoins du personnel et à l'aspersion d'eau au-dessus du broyeur pour faciliter les opérations de cisailage des pneus :

Origine de la ressource	Consommations maximales annuelles
Réseau communal public	Aspersion d'eau au-dessus des broyeurs : 240 m ³ /an Eaux sanitaires : 10 m ³ /an TOTAL : 250 m ³ /an

. »

Article 6 : Moyens de lutte contre l'incendie

L'article 7.2.2 de l'arrêté préfectoral n°2015-0115 du 04/02/2016, prescrivant les moyens de lutte contre l'incendie, est remplacé par l'article suivant :

« L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, et conformes aux référentiels en vigueur notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- d'un dossier d'accueil des secours mis en place sur site et transmis au SDIS 54 ;
- d'un système de vidéo surveillance, relié à une société spécialisée, permettant une surveillance continue des zones sensibles du site ;

- de 4 extincteurs au minimum localisés dans le bureau, au niveau des broyeurs et au niveau du local de maintenance ;
- d'une réserve permanente de sable de 50 m³ sur le site ;
- d'une réserve d'agent moussant de 1,1 m³ installée sur site en dehors des périmètres de dangers définis dans l'étude des dangers et suite aux recommandations du SDIS 54 ;
- du poteau incendie n° 21 installé sur la zone de la ZAE de Laronxe, dont le débit est supérieur à 120 m³/h ;
- d'une réserve souple normalisée de 120 m³ installée par la Communauté de Communes du Lunévillois sur la ZAE en complément du poteau incendie n° 21 ;
- d'un débit requis de 240 m³/h sur 2 heures ;
- d'une configuration des stocks de broyats de pneumatiques usagés en 3 alvéoles de 38,5 mètres sur 13 mètres sur 4 mètres de hauteur chacune, espacées les unes des autres de 15 mètres. Les alvéoles sont positionnées à 18 mètres des limites de propriété Nord et Sud et à 12 mètres de la limite Est et éloignées de 10 mètres des deux broyeurs à l'Ouest du site ;
- d'une interdiction de fumer sur l'ensemble du site ;
- d'une interdiction de feu nu et de procédures de permis de feu ;

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

Les tuyauteries transportant des fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examen périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état. Les différentes tuyauteries accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur. »

Article 7 : Origine géographique des déchets

L'article 8.1.1 de l'arrêté préfectoral n°2015-0115 du 04/02/2016, prescrivant l'origine géographique des déchets, est remplacé par l'article suivant :

« Les pneumatiques usagés collectés sont en provenance de détenteurs ou de producteurs sur les 29 départements pour lesquels la société ARFC dispose d'agréments de collecte en cours de validité à savoir : Ain (01), Aisne (02), Allier (03), Ardennes (08), Aube (10), Côte-d'Or (21), Doubs (25), Isère (38), Jura (39), Loire (42), Haute-Loire (43), Loiret (45), Marne (51), Haute-Marne (52), Meurthe-et-Moselle (54), Meuse (55), Moselle (57), Nièvre (58), Puy-de-Dôme (63), Bas-Rhin (67), Haut-Rhin (68), Rhône (69), Haute-Saône (70), Saône-et-Loire (71), Savoie (73), Haute- Savoie (74), Vosges (88), Yonne (89), Territoire de Belfort (90) . »

Article 8 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Nancy (par courrier postal à l'adresse suivante : 5, place de la Carrière – Case Officielle n° 20038 – 54036 – NANCY Cedex, ou par saisine électronique via le site « télérecours citoyen » – www.telerecours.fr) :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue à l'article R.181-45 du même code.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ou du ministre de la Transition écologique , de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche dans un délai de deux mois. Ce recours administratif proroge de

deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° en application de l'article R.181-50 du code de l'environnement.

En application des dispositions de l'article R.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la présente décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt de recours contentieux.

Article 9 : Exécution de l'arrêté

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- la société ALPHA RECYCLAGE FRANCHE COMTE

et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le sous-préfet de Lunéville
- Monsieur le maire de Laronxe

et qui sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle en application des dispositions de l'article R.181-45 du Code de l'environnement.

Nancy le 7 JUIL. 2025

Le Préfet,

